

À
paraître

Le foncier agricole : lieu de tensions et bien commun

Dans le cadre de la naissance de la Fondation Terre de Liens, le GREP et Terre de Liens ont décidé de réaliser ensemble un numéro de « POUR » centré sur la problématique actuelle du foncier agricole.

Un des points les plus préoccupants est la diminution rapide de la superficie agricole ; en France 70 000 à 80 000 hectares agricoles sont artificialisés tous les ans, soit l'équivalent de la superficie agricole d'un département tous les 4 ans ; de plus il s'agit en général des terres les plus fertiles, compte tenu de la localisation des villes.

La répartition des terres entre les différents acteurs sociaux, agricoles et non agricoles, est par ailleurs un problème difficile, car ce bien limité est aussi l'objet d'une capitalisation à des titres divers, que ce soit pour l'agrandissement des exploitations agricoles, ou pour la spéculation foncière, dans l'attente de l'urbanisation à venir. Plusieurs articles débattent de l'efficacité des différents dispositifs institutionnels existant dans le droit français pour tenter de réguler au mieux les tensions générées par cette course à la terre.

En même temps, il convient de reconnaître que cette question de la régulation des usages de la terre, au nom de la reconnaissance de sa nature de bien commun, est une question posée partout dans le monde, tout comme celle de la nécessité d'une redistribution plus juste et plus adaptée à des usages socialement mieux définis par les citoyens. Ainsi émergent de nouveaux critères du bon usage du foncier agricole qui s'expriment dans différents mouvements, pour un usage beaucoup plus respectueux de la ressource à long terme, des modes de production plus écologiques, et un rapprochement géographique et social des producteurs et des citoyens. C'est peut-être l'irruption rapide de ceux-ci dans la discussion sur les usages, et leur engagement dans l'attribution et la gestion du foncier agricole, aux côtés des collectivités locales ou face à elles, qui constitue le fait nouveau de ces dernières années. Terre de Liens en est probablement l'un des exemples les plus aboutis, mais loin d'être unique, comme en témoignent plusieurs initiatives analysées tout au long de ce numéro de POUR.



POUR

la revue du Groupe Ruralités,
Éducation et Politiques



Revue POUR n° 220 – Décembre 2013 – 25 €

Joindre 3 € pour participation aux frais de port et emballage

Nom
Organisme
Adresse
Code postal et ville/pays
Tél.
Courriel

À retourner à **Revue Pour** - BP 93 -14 110 Condé-sur-Noireau
Courriel : grep.pour@wanadoo.fr - Site : www.grep.fr

bon de commande

➔ dossier coordonné par Jean Pluinage, Xavier Guioimar, Valérie Rosenwald et Jean-Pierre Boiron

Introduction

Questions foncières agricoles, question de tous les citoyens
J. Pluinage (directeur de recherches honoraire à l'INRA) et S. Wartena (ancien agriculteur et cofondateur de Terre de Liens)

Enjeux : les multiples facettes des questions foncières

Nouveaux contextes, nouveaux enjeux, pour la politique foncière
P. Bonhommeau (juriste, administrateur Terre de Liens Pays de la Loire)

Le sol, patrimoine vivant

J. Roger-Estrade (professeur, AgroParisTech)

La huerta de Valencia, un paysage culturel historique en danger

M. Guédon et J. Portet (Université de Valencia)

Un essai de synthèse statistique sur le foncier agricole en France ; une situation de plus en plus complexe dominée par le fermage

M. Desrier (administrateur Terre de Liens Île-de-France)

L'occupation de terres agricoles au Royaume-Uni

J. Moody (Association centrale des évaluateurs agricoles, Royaume-Uni)

Les accaparements de terres dans le monde, une menace pour nous tous

M. Merlet (directeur d'Agter)

La terre, marchandise et bien commun

Quel est le prix « juste » de la terre agricole ?

J.-P. Boiron (professeur honoraire AgroSup Dijon)

La pratique du pas-de-porte en agriculture ou la surévaluation du capital d'exploitation : frein à l'installation agricole dans les régions de fermage en France ? L'exemple du Nord-Pas-de-Calais

W. Loveluck (animateur, Terre de Liens Nord Pas de Calais)

Le remembrement-aménagement : une procédure foncière sous-utilisée

J. Renard (professeur émérite, Université de Nantes)

Gestion foncière de type « bien commun » en montagne. Bilan de la loi pastorale

F. Lorenzi (ruraliste, ex-Commission européenne)

Les communaux du Marais Poitevin : géohistoire et construction collective d'un projet global

E. Charles (Université de Poitiers)

Le foncier agricole, un bien complexe à multiples facettes. L'exemple d'un projet d'acquisition collective en région PACA

D. Giorgis (CNRS-Ladyss) et M. Pech (INRA Rennes)

La ferme intercommunale des Maquis

L. Vargas (Grenoble Alpes Métropole)

Quelles réglementations pour quels accès au foncier ?

La politique foncière agricole : atout ou contrainte à la compétitivité de l'agriculture française ?

F. Courleux et C. Fabre (Centre d'études et de prospective MAAF)

Les SAFER, d'un opérateur agricole à un opérateur rural

R. Lévesque (directeur des études FNSAFER)

Terre de Liens et SAFER, ensemble pour l'installation

T. Martin (médiateur foncier, Terre de Liens Pays de la Loire)

Le foncier en Rhône-Alpes, une stratégie politique pour un bien commun

G. Leras (conseiller régional Rhône-Alpes, président du groupe de travail foncier de l'ARF)

L'intervention publique locale. Quelles leçons à tirer d'une stratégie communale à long terme ? L'exemple de Lavérune dans l'Hérault

C. Perrin (INRA, UMR Innovation Montpellier)

Entre continuités et discontinuités : examen des parcours des fermier(ère)s de Tdl

E. Pibou (Université de Toulouse le Mirail)

Le foncier en question pour les espaces test agricoles

J.-B. Cavalier, A. Daneau, L. Badot, S. Pechoux, X. Lucien et A. Fayard (animateurs, réseau des espaces test agricoles)

Analyse de l'expérience française de contrôle des structures

J.-P. Boiron (professeur honoraire Agrosup Dijon)

Des réformes agraires sont toujours nécessaires mais sous des formes nouvelles

M. Merlet (directeur d'Agter)

Histoire agraire et politiques foncières au Brésil : la lente sédimentation des luttes pour la terre

A. Cazella (professeur à l'Université de Santa Catarina, Brésil) et Y. Sencébé (maître de conférences, AgroSup Dijon)

Réforme agraire en Ukraine : problèmes et options en matière foncière

L. Moldavan (professeur, Académie nationale de Sciences, Ukraine)

Politiques foncières et structures de production agricoles en Roumanie

M.-L. Ghib (MAAF) et J.-P. Boiron (professeur honoraire, AgroSup Dijon)

Le foncier, nouveau terreau de mobilisations citoyennes pour de nouveaux projets de société

Terre de Liens : histoire de convergences

J. Le Monnier (président de la fondation Terre de Liens)

Notre-Dame-des-Landes : la plus vieille et longue lutte foncière de France ?

F. Verchère (conseillère générale de Loire-Atlantique)

Le foncier agricole : un enjeu conflictuel en Plaine de France

J. Lorthiois (urbaniste, socio-économiste) et B. Loup (président de Val d'Oise Environnement)

Le Plateau de Saclay : une terre pionnière pour la protection foncière en attente d'un projet pour ses espaces ouverts et agricoles

D. Spaak (Terre et Cité)

Empayonnement de luttes urbaines, quand la défense de la terre nourricière s'invite au cœur des villes. L'exemple du potager collectif des Lentillères

Y. Sencébé (maître de conférences, AgroSup Dijon)

Actualités

Comment accrocher les élèves dans leur formation ? Le cas de l'enseignement agricole

J.-F. Le Clanche et F. Guerrier (Agrocampus Ouest, site de Beg-Meil)

Jean-Yves Griot et la naissance d'une « agriculture durable »

Propos recueillis par H. de La Casinière (ESA d'Angers)

Texte édité par S. Cordellier (chercheur indépendant)